

décentralisé est en accord avec le caractère des rapports de production qui dominent dans notre pays

Dans le système décentralisé, l'entreprise se gère d'elle-même, les décisions concernant la production étant prises au niveau de l'usine. Ce n'est pas le « niveau » qui décide, mais évidemment des hommes, c'est-à-dire des groupes sociaux, qui ont le monopole de la gestion. Ainsi, une entreprise rendue autonome, peut être gérée par l'un des deux groupes principaux unis par les liens de l'organisation de la production : le personnel ouvrier ou la direction. En considérant maintenant la totalité des entreprises, on en déduit que la gestion économique, dans un système décentralisé, peut appartenir soit à la classe ouvrière, soit à la technocratie.

La démocratie ouvrière ne peut pas se limiter, par la nature des choses, au niveau de l'entreprise. Si les décisions d'importance et d'intérêt national, autrement dit le pouvoir de disposer réellement de la plus-value et du travail qui la crée, n'appartiennent pas à la classe ouvrière, la participation des ouvriers à la gestion de l'entreprise devient nécessairement une fiction. La gestion ouvrière de l'entreprise exige donc une démocratie ouvrière totale dans l'Etat. Ce n'est que dans de telles conditions que la classe ouvrière organisée pourra déterminer les buts de la production sociale d'après son intérêt propre ; c'est-à-dire d'après l'intérêt de ceux qui n'ont aujourd'hui pour vivre que le minimum vital. Le but de la production sera évidemment la consommation des masses. Cela signifie, en somme, le renversement des rapports de production et des rapports sociaux existants et, avec eux, de la domination de classe de la bureaucratie.

La situation serait foncièrement différente si le monopole des décisions appartenait, dans les entreprises indépendantes, aux directions et aux groupes liés à celles-ci. C'est-à-dire à la technocratie. Une telle situation peut parfaitement exister derrière la façade de l'autogestion formelle si on maintient le système du parti unique ayant le monopole du pouvoir (ce parti se transformant inévitablement en instrument de dictature sur la classe ouvrière) et le vieil appareil de contrainte de la police et de l'armée (la police politique et l'armée régulière sont par essence même des instruments de la dictature antipopulaire). Un tel système, qui existe dans la Yougoslavie d'aujourd'hui, n'a aucun rapport avec la démocratie ouvrière. La classe ouvrière y est privée de toute influence sur le volume, la répartition et l'utilisation du surproduit, et sa consommation est maintenue au niveau du minimum vital. L'ouvrier y est exploité et le but social de la production n'est pas le sien. Cela ne veut pas dire cependant que ce but soit le même que celui du système bureaucratique.

Dans le système dit décentralisé, l'entreprise décide seule de sa production. La réalisation du plan central s'effectue — non par la voie de consignes administratives — mais par l'exercice de la puissance économique du pouvoir central qui décide des investissements-clé, des amortissements, du crédit, et du taux d'intérêt des prêts — et influe éventuellement sur les prix du marché.

A l'opposé de ce qui se passe dans le système centralisé, l'entreprise ne peut pas être jugée sur la base de l'exécution de coefficients fixés « d'en-haut ». Seuls les faits économiques de l'activité de l'entreprise déterminés par sa rentabilité, c'est-à-dire par le bénéfice réalisé par la vente de sa production, peut y constituer